

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2015

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2015**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'arrêté 2010 l'ouverture et fixant les modalités des efforts pour les agents par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Secrét n° 2010-10 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (contre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des priorités de développement et de

Journal officiel
de l'Union européenne

Région française
Législation

Actes législatifs

RÈGLEMENTS

* Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 26/88/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 21



Institut national de recherche et de sécurité
pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris
Téléphone 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99
Internet : www.inrs.fr - e-mail : info@inrs.fr

Textes officiels relatifs à
la santé et la sécurité au travail
parus en 2015

Prévention - Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES _____

Réparation

Circulaire interministérielle n° DSS/SD2/2014/370 du 30 décembre 2014 relative aux modalités de calcul des indemnités journalières dues au titre de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr> - 7 p.).

Circulaire CNAMTS/DRP CIR 13/2015 du 21 octobre 2015 relative à la revalorisation au 1^{er} octobre 2015 des allocations de cessation anticipée d'activité et des indemnités en capital.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-amei/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 7 p.).

Sécurité sociale

Arrêté du 17 février 2015 fixant les conditions d'agrément des ingénieurs-conseils et des contrôleurs de sécurité des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail, des caisses générales de sécurité sociale et de la caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France.

Ministère chargé de la Sécurité sociale. Journal officiel du 28 février 2015 – pp. 3851-3852.

Ordonnance n° 2015-682 du 18 juin 2015 relative à la simplification des déclarations sociales des employeurs.

Ministère chargé de la Sécurité sociale. Journal officiel du 19 juin 2015, pp. 10081-10086.

Tableaux

Décret n° 2015-1419 du 4 novembre 2015 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 novembre 2015 - pp. 20745-20746.

Circulaire CNAMTS/DRP CIR-15/2015 du 4 décembre 2015 relative à la modification de l'intitulé du tableau de maladies professionnelles n° 76 relatif aux maladies liées à des agents infectieux ou parasitaires contractées en milieu d'hospitalisation, d'hospitalisation à domicile ou en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.median.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 4 p.).

Tarification

Arrêté du 1^{er} décembre 2015 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et de l'arrêté du 6 décembre 1995 modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 décembre 2015 – pp. 22688-22698.

Arrêté du 21 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2015 – pp. 23728-23738.

Arrêté du 21 décembre 2015 fixant les majorations visées à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale pour l'année 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2015 – pp. 23726-23727.

Arrêté du 16 décembre 2015 relatif aux modalités d'imputation de la réduction de cotisations patronales prévue à l'article L. 241-13 du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé des Finances. Journal officiel du 23 décembre 2015 – p. 23825.

Arrêté du 16 décembre 2015 portant modification de l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 décembre 2015 – p. 24152

Arrêté du 21 décembre 2015 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2015 – pp. 23738-23749.

Arrêté du 1^{er} décembre 2015 fixant les coûts moyens des catégories d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente mentionnées aux articles D. 242-6-6 et D. 242-34 du Code de la sécurité sociale pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des établissements relevant du régime général et des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour l'année 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 décembre 2015 – pp. 22687-22688.

Arrêté du 22 décembre 2015 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles à Mayotte pour l'année 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 décembre 2015 – pp. 24155-24167.

Arrêté du 15 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2016 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 décembre 2015 – p. 23754.

Arrêté du 14 octobre 2015 modifiant l'arrêté du 27 mars 1996 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 octobre 2015 - p. 20114.

Arrêté du 21 décembre 2015 fixant le tarif des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2015 – pp. 23727-23728.

Arrêté du 15 décembre 2015 portant fixation en métropole au titre de l'année 2016 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du Code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 18 décembre 2015 – pp. 23377-23378.

Arrêté du 15 décembre 2015 portant fixation pour 2016 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 18 décembre 2015 – p. 23378.

Arrêté du 18 décembre 2015 portant fixation au titre de l'année 2016 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 décembre 2015 – pp. 24052-24055.

Arrêté du 22 décembre 2015 portant fixation du taux de la cotisation d'accidents du travail et de maladies professionnelles due pour les stagiaires de la formation professionnelle continue pour l'année 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2015 (<http://www.legifrance.gouv.fr> – 2 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-6/2015 du 6 juillet 2015 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités des filières viande, volaille et produits transformés.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> - 19 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-7/2015 du 13 août 2015 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de commerce de gros (négoce) de matériaux de construction.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> - 14 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-9/2015 du 14 août 2015 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux Industries Nautiques.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> - 13 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-10/2015 du 18 septembre 2015 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de restauration traditionnelle.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> – 24 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-11/2015 du 29 septembre 2015 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de forge et de fonderie.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> – 15 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2015-636 du 5 juin 2015 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 9 juin 2015, p. 9491.

Décret n° 2015-756 du 24 juin 2015 relatif à la coopération en matière de sécurité et de protection de la santé instituée à l'article L. 717-10 du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère de l'Agriculture. Journal officiel du 28 juin 2015, pp. 10943-10944.

Aides à domicile

Décret n° 2015-495 du 29 avril 2015 relatif à l'habilitation des aides à domicile à pratiquer les aspirations endo-trachéales et modifiant le Code de l'action sociale et des familles et le Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 mai 2015 – pp. 7573-7574.

Etablissements d'enseignement

Décret n° 2015-652 du 10 juin 2015 relatif aux dispositions réglementaires des livres VIII et IX du Code de l'éducation (décrets en Conseil d'Etat et décrets).

Ministère chargé de l'Education nationale. Journal officiel du 13 juin 2015 - pp. 9745-9772.

Fonction publique

Décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2015 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'État d'effectuer des travaux dits « réglementés ».

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 5 décembre 2015 – pp. 22469-22471.

Arrêté du 4 juin 2015 pris pour l'application au ministère chargé de l'Agriculture du deuxième alinéa de l'article 75-1 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 24 juillet 2015 (<http://www.legifrance.gouv.fr> – 2 p.)

Circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, 4 p.).

Décret n° 2015-567 du 20 mai 2015 relatif aux modalités du suivi médical post-professionnel des agents de l'État exposés à une substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 23 mai 2015 (<http://www.legifrance.gouv.fr> 3 p.).

Circulaire du 18 août 2015 relative aux modalités du suivi médical post professionnel des agents de l'État exposés à une substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ministère chargé de la Fonction publique (<http://www.circulaires.gouv.fr> – 24 p.).

Arrêté du 29 janvier 2015 relatif à la formation obligatoire des assistants de prévention, des conseillers de prévention et des agents chargés des fonctions d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 6 février 2015 (<http://www.legifrance.gouv.fr>, 4 p.).

Circulaire du 28 juillet 2015 relative aux dispositions applicables en matière de prévention du risque d'exposition à l'amiante dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique (<http://www.circulaires.gouv.fr> – 10 p.).

Décret n° 2015-161 du 11 février 2015 modifiant le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 13 février 2015 (<http://www.legifrance.gouv.fr>, 2 p.).

Décret n° 2015-1438 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités du suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à une substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 7 novembre 2015 - pp. 20834-20835.

Décret n° 2015-1588 du 4 décembre 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 6 décembre 2015 (<http://www.legifrance.gouv.fr> – 5 p.).

Jeunes

Décret n° 2015-443 du 17 avril 2015 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du Code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 avril 2015 - pp. 6980-6981.

Décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 avril 2015 - pp. 6981-6982.

Pénibilité

Loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (rectificatif).

Parlement. Journal officiel du 3 janvier 2015 - p. 61.

Arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la grille d'évaluation mentionnée à l'article D. 4161-2 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25378-25380.

Arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la liste des classes et catégories de danger mentionnée à l'article D. 4161-2 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – p. 25380.

Décret n° 2015-259 du 4 mars 2015 relatif à la fiche de prévention des expositions des salariés temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 mars 2015 – p. 4223.

Arrêté du 30 décembre 2015 abrogeant l'arrêté du 30 janvier 2012 relatif au modèle de fiche prévu à l'article L. 4121-3-1 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – p. 25378.

Décret n° 2015-1885 du 30 décembre 2015 relatif à la simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25368-25370.

Décret n° 2015-1888 du 30 décembre 2015 relatif à la simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité et à la modification de certains facteurs et seuils de pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25372-25373.

Instruction DGT-DSS n°1 du 13 mars 2015 relative à la mise en place du compte personnel de prévention de la pénibilité en 2015.

Ministères chargés du Travail, de la Santé et de l'Agriculture (<http://www.circulaires.legifrance.gouv.fr>, 23 p.).

Arrêté du 30 décembre 2015 fixant les conditions d'agrément des agents chargés des missions de contrôle portant sur l'effectivité et l'ampleur de l'exposition aux facteurs de risques professionnels ou de l'exhaustivité des données déclarées dans le cadre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25364-25365.

Arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la demande d'utilisation des points inscrits sur le compte personnel de prévention de la pénibilité au titre du 1°, du 2° ou du 3° du I de l'article L. 4162-4 du Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2015 – p. 25365.

Arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la liste des éléments transmis par l'employeur à la caisse et à leurs modalités de transmission dans le cadre de l'utilisation des points inscrits sur le compte personnel de prévention de la pénibilité pour le passage à temps partiel.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2015 – p. 25366.

Arrêté du 30 décembre 2015 relatif au contenu de l'attestation prévue à l'article R. 4162-15 du Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25365-25366.

Arrêté du 29 décembre 2015 relatif au plafond du montant de l'heure de formation financée au titre du 1° de l'article R. 4126-4 du code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2015 – 1 p.

Décret n° 2015-227 du 27 février 2015 relatif aux modalités d'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle du dispositif de compensation de la pénibilité prévu par la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 28 février 2015 – pp. 3943-3944.

Portage salarial

Ordonnance n° 2015-380 du 2 avril 2015 relative au portage salarial.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 avril 2015 - pp. 6182-6186.

Professions de santé

Décret n° 2015-74 du 27 janvier 2015 relatif aux actes infirmiers relevant de la compétence exclusive des infirmiers de bloc opératoire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 janvier 2015 - pp. 1334-1335

Décret n° 2015-225 du 26 février 2015 relatif au temps de travail des internes.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 février 2015 – pp. 3849-3851.

Travailleurs détachés

Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Parlement. Journal officiel du 7 août 2015 – pp. 13537-13615.

Parlement. Journal officiel du 7 août 2015 – pp.13537-13615.

Décret n° 2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 mars 2015 – pp. 5872-5876.

Décret n° 2015-1579 du 3 décembre 2015 relatif à la suspension temporaire de la réalisation de prestations de services internationales illégales et à la compétence des agents de contrôle de l'inspection du travail des services déconcentrés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 décembre 2015 - pp. 22429-22430.

Organisation - Santé au travail

CHSCT

Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi.

Parlement. Journal officiel du 18 août 2015 – pp. 14346-14376.

Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi (rectificatif).

Parlement. Journal officiel du 19 septembre 2015 - p. 16568.

Experts agréés

Arrêté du 18 décembre 2015 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 décembre 2015 – pp. 24173-24174.

Formation

Arrêté du 29 décembre 2014 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 janvier 2015 - p. 524.

Arrêté du 28 décembre 2015 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25377-25378.

ORGANISMES AGRÉÉS/ACCRÉDITÉS

Arrêté du 17 décembre 2014 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - pp. 1422-1423.

Arrêté du 23 décembre 2015 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 décembre 2015 – pp. 24174-24175.

Arrêté du 11 décembre 2015 relatif aux conditions d'accréditation des organismes pouvant procéder aux mesurages de l'exposition au bruit en milieu de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 décembre 2015 – p. 23435.

Arrêté du 23 décembre 2015 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – p. 25377.

Arrêté du 19 décembre 2014 complétant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - p. 1423.

Arrêté du 21 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 22 septembre 2015 - p. 16694.

Arrêté du 10 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 décembre 2015 – p. 23928.

SECOURISME

Arrêté du 16 janvier 2015 modifiant l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 ».

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 29 janvier 2015 - pp. 1337-1338.

Arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 janvier 2015 - pp. 512-523.

Risques chimiques et biologiques

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} juillet 2015 – p. 11099.

Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel 23 septembre 2015 - pp. 16754-16755.

Instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Ministère chargé de la Travail (<http://www.circulaires.legifrance.gouv.fr> – 20 p.).

Note DGT 15-79 du 4 mars 2015 relative à la seconde version actualisée des logigrammes élaborés afin de faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante.

Ministère chargé du travail (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>, 6 p.)

Arrêté du 1^{er} juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 25 juin 2015 - pp. 10662-10663.

Arrêté du 23 décembre 2014 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 janvier 2015 - p. 127.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - pp. 1429-1430.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - p. 1430.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - p. 1430.

Arrêtés du 3 mars 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 mars 2015 – pp. 5030-5031.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015 - pp. 9487-9488.

Arrêté du 13 octobre 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 octobre 2015 – p. 19469.

Arrêté du 23 décembre 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amianté, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – p. 25377.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - pp. 1430-1431.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - pp. 1431-1432.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - pp. 1432-1433.

Arrêté du 14 janvier 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2015 - p. 1433.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015 - p. 9487.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015, pp. 9488-9489.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015, p. 9489.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015, pp. 9489-9490.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015, p. 9490.

Arrêté du 26 mai 2015 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2015, pp. 9490-9491.

Arrêté du 13 octobre 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 octobre 2015 – pp. 19468-19469.

Arrêté du 13 octobre 2015 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 octobre 2015 – pp. 19469-19470.

Arrêté du 11 décembre 2015 fixant pour 2013 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2015 – pp. 23725-23726.

Arrêté du 11 décembre 2015 fixant pour 2014 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2015 – p. 23726.

Conteneurs

Circulaire n° DGT/CT2/2015/160 du 7 mai 2015 relative à la prévention et à la protection des travailleurs contre les risques chimiques dans les conteneurs et autres contenants de marchandises.

Ministère chargé du Travail (<http://www.circulaires.legifrance.gouv.fr> – 17 p.)

Etiquetage

Règlement (UE) 2015/491 de la Commission du 23 mars 2015 portant modification du règlement (UE) n° 605/2014 modifiant, aux fins d'ajouts de mentions de danger et de conseils de prudence en langue croate et aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 78 du 24 mars 2015 – pp. 12-13.

Règlement (UE) 2015/1221 de la Commission du 24 juillet 2015 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 197 du 25 juillet 2015 – pp. 10-23.

Rectificatif au règlement (UE) n° 286/2011 de la Commission du 10 mars 2011 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 292 du 10 novembre 2015 - p. 13.

Décret n° 2015-612 du 3 juin 2015 transposant la directive 2014/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 et modifiant le Code du travail afin de l'aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2015, p. 9316.

Décret n° 2015-613 du 3 juin 2015 transposant la directive 2014/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 et modifiant le Code du travail afin de l'aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2015, p. 9317.

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2015/326 de la Commission du 2 mars 2015 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les hydrocarbures aromatiques polycycliques et les phtalates.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 58 du 3 mars 2015 – pp. 43-45.

Règlement (UE) 2015/628 de la Commission du 22 avril 2015 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le plomb et ses composés.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 104 du 23 avril 2015 - pp. 2-5.

Règlement (UE) 2015/1494 de la Commission du 4 septembre 2015 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le benzène.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 233 du 5 septembre 2015 – pp. 2-3.

Directive déléguée (UE) 2015/573 de la Commission du 30 janvier 2015 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au plomb dans les capteurs en polychlorure de vinyle utilisés dans les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 94 du 10 avril 2015 - pp. 4-5.

Directive déléguée (UE) 2015/574 de la Commission du 30 janvier 2015 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au mercure dans les systèmes d'imagerie intravasculaire ultrasonore.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 94 du 10 avril 2015 - pp. 6-7.

Directive déléguée (UE) 2015/863 de la Commission du 31 mars 2015 modifiant l'annexe II de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la liste des substances soumises à limitations.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L.137 du 4 juin 2015, pp. 10-11.

Reach

Règlement (UE) 2015/282 de la Commission du 20 février 2015 modifiant les annexes VIII, IX et X du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'étude étendue de toxicité pour la reproduction sur une génération.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 50 du 21 février 2015 – pp. 1-6.

Règlement (UE) 2015/830 de la Commission du 28 mai 2015 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 132 du 29 mai 2015 – pp. 8-31.

Règlement d'exécution (UE) 2015/864 de la Commission du 4 juin 2015 modifiant le règlement (CE) n° 340/2008 relatif aux redevances et aux droits dus à l'Agence européenne des produits chimiques en application du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L. 139 du 5 juin 2015, pp. 1-11.

Risques physiques et mécaniques

BTP

Produits de construction

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 226 du 10 juillet 2015 – pp. 49-99.

Travaux à proximité des réseaux

Arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 décembre 2015 – pp. 24321-24324.

Travaux en hauteur

Arrêté du 20 juillet 2015 relatif aux diplômes professionnels relevant des dispositions du Code du travail relatives à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

Ministère chargé de l'Éducation Nationale. Journal officiel du 5 août 2015 – pp. 13404-13405.

PROTECTION INDIVIDUELLE

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 412 du 11 décembre 2015 – pp. 10-43.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 113 du 8 avril 2015 - p. 6

RISQUE MÉCANIQUE

Ascenseurs

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 412 du 11 décembre 2015 – pp. 6-9.

Installations à câbles

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2000/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 relative aux installations à câbles transportant des personnes.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 412 du 11 décembre 2015 – pp. 44-47.

Machines / équipements de travail

Décision d'exécution (UE) 2015/16 de la Commission du 6 janvier 2015 relative à la publication avec restriction au Journal officiel de l'Union européenne de la référence de la norme EN 1870-17:2012 sur les tronçonneuses manuelles à coupe horizontale avec une unité de sciage en application de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 3 du 7 janvier 2015 - pp. 61-63.

Décision d'exécution (UE) 2015/27 de la Commission du 7 janvier 2015 relative à la publication avec restriction au journal officiel de l'Union européenne de la référence de la norme en 474-1:2006+a4:2013 sur les engins de terrassement en vertu de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 4 du 8 janvier 2015 - pp. 24-26.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 54 du 13 février 2015 – pp. 1-79.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 87 du 13 mars 2015 – pp. 12-13.

Note du 18 février 2015 relative au contrôle des machines, signalement en surveillance du marché, évolutions nécessaires pour répondre aux obligations fixées par la réglementation européenne.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social n° 2015/2 du 28 février 2015 – 10 p.

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosible

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 335 du 9 octobre 2015 – pp. 10-22.

Bruit

Arrêté du 11 décembre 2015 relatif au mode de calcul des paramètres physiques indicateurs du risque d'exposition au bruit et aux conditions de mesurage des niveaux de bruit en milieu de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2015 – pp. 25376-25377.

Compatibilité électromagnétique

Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 29 août 2015 – pp. 15348-15353.

Avis relatif à l'application du décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques (directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004).

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 3 mars 2015 – pp. 4056-4071.

Équipements sous pression

Rectificatif à la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L.157 du 23 juin 2015, p.112.

Arrêté du 3 juin 2015 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables (ALIS).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 juin 2015, pp.9901-9902.

Installations électriques/Matériel électrique

Décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 relatif à la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 29 août 2015 – pp. 15344-15348.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 300 du 11 septembre 2015 - pp. 5-121.

Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 modifié relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension (directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006).

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 9 juillet 2015 – pp. 11663-11757.

Produits et équipements à risques

Décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 juillet 2015- pp. 11202-11217.

Arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif aux organismes habilités à réaliser les évaluations de la conformité et les opérations de suivi en service des produits et équipements à risques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 juillet 2015 - pp.11217-11218.

Loi n° 2015-1567 du 2 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 décembre 2015 – pp. 22299-22307.

Rayonnements ionisants

Arrêté du 16 janvier 2015 portant homologation de la décision n° 2014-DC-0463 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 23 octobre 2014 relative aux règles techniques minimales de conception, d'exploitation et de maintenance auxquelles doivent répondre les installations de médecine nucléaire in vivo.

Ministère chargé de de la Santé. Journal officiel du 27 janvier 2015 - pp. 1188-1192.

Arrêté du 8 juin 2015 portant homologation de la décision n° 2015-DC-0507 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 9 avril 2015 relative aux règles techniques de transmission des résultats de mesure du radon réalisées par les organismes agréés et aux modalités d'accès à ces résultats prise en application des dispositions de l'article R. 1333-16 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 16 juin 2015 - pp. 9910-9911.

Arrêté du 10 juillet 2015 portant modification de diverses dispositions relatives à la prévention des expositions aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 juillet 2015 - pp. 12686-12687.

RISQUE ROUTIER/TRANSPORT

Éthylotests

Décret n° 2015-775 du 29 juin 2015 fixant les exigences de fiabilité et de sécurité relatives aux éthylotests chimiques destinés à un usage préalable à la conduite routière.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 30 juin 2015 - pp. 11038-11040.

Décret n° 2015-774 du 29 juin 2015 modifiant les articles R. 234-2 et R. 234-7 du Code de la route et le décret n° 2008-883 du 1^{er} septembre 2008 relatif aux éthylotests électroniques.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 30 juin 2015 - p. 11038.

Arrêté du 29 juin 2015 abrogeant l'arrêté du 14 octobre 2008 relatif à l'homologation des appareils de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré (ou éthylotests de l'air expiré) utilisés par les forces de l'ordre et à l'agrément des laboratoires habilités à réaliser les essais, examens et contrôles de ces appareils.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 juin 2015 - p. 11035.

Arrêté du 31 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 13 juillet 2012 fixant les règles applicables à l'homologation nationale des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions d'installation dans les véhicules à moteur.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 13 août 2015 - p. 14038.

Avis relatif à l'application du décret n° 2015-775 du 29 juin 2015 fixant les exigences de fiabilité et de sécurité relatives aux éthylotests chimiques destinés à un usage préalable à la conduite routière.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 30 juin 2015 - p. 11071.

Géolocalisation

Délibération n° 2015-165 du 4 juin 2015 portant adoption d'une norme simplifiée concernant les traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par les organismes publics ou privés destinés à géolocaliser les véhicules utilisés par leurs employés (norme simplifiée n° 51).

Commission nationale informatique et libertés. Journal officiel du 17 juin 2015 - 4 p.

Permis de conduire

Loi n° 2015-294 du 17 mars 2015 visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire.

Parlement. Journal officiel du 18 mars 2015 - p. 5009.

Directive (UE) 2015/653 de la Commission du 24 avril 2015 modifiant la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 107 du 25 avril 2015 - pp. 68-73.

Décret n° 2015-1892 du 29 décembre 2015 relatif à la communication dématérialisée des décisions de minoration et de reconstitution du solde de points affecté au permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 31 décembre 2015 - p. 25381.

Sécurité routière

Décret n° 2015-743 du 24 juin 2015 relatif à la lutte contre l'insécurité routière.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 27 juin 2015, pp. 10882-10883.

Signalisation

Arrêté du 23 septembre 2015 relatif à la modification de la signalisation routière en vue de favoriser les mobilités actives.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 octobre 2015 – pp. 18341-18350.

Véhicules

Décret n° 2015-514 du 7 mai 2015 relatif à la détention et au port du gilet de haute visibilité.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 10 mai 2015 – pp. 8050-8051.

Arrêté du 7 mai 2015 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2008 relatif au gilet de haute visibilité.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 10 mai 2015 – p. 8051.

Arrêté du 15 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 20 janvier 1987 relatif à la signalisation complémentaire des véhicules d'intervention urgente et des véhicules à progression lente.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 juillet 2015 – p. 12506.

Textes officiels relatifs à
**l'environnement, la santé
publique et la sécurité civile**
parus en 2015

Environnement

FLUIDES FRIGORIGÈNES

Règlement d'exécution (UE) 2015/2067 de la Commission du 17 novembre 2015 établissant, conformément au règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil, des prescriptions minimales et les conditions applicables à la reconnaissance mutuelle de la certification des personnes physiques en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur, et les unités de réfrigération de camions et remorques frigorifiques contenant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi qu'à la certification des entreprises en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 301 du 18 novembre 2015 - pp. 28-38.

Règlement d'exécution (UE) 2015/2066 de la Commission du 17 novembre 2015 établissant, conformément au règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil, des prescriptions minimales et les conditions applicables à la reconnaissance mutuelle de la certification des personnes physiques intervenant dans l'installation, l'entretien, la maintenance, la réparation ou la mise hors service des appareils de commutation électrique contenant des gaz à effet de serre fluorés ou la récupération des gaz à effet de serre fluorés provenant des appareils de commutation électrique fixes.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 301 du 18 novembre 2015 - pp. 22-26.

Règlement d'exécution (UE) 2015/2068 de la Commission du 17 novembre 2015 établissant, conformément au règlement (UE) n° 517/2014 du Parlement européen et du Conseil, le modèle d'étiquetage pour les produits et équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 301 du 18 novembre 2015 - pp. 39-41.

Santé publique

DISPOSITIFS MÉDICAUX

Rectificatif à la directive 2007/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 90/385/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs, la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux et la directive 98/8/CE concernant la mise sur le marché des produits biocides.

Parlement européen et Conseil. Journal officiel de l'Union européenne n° L 67 du 12 mars 2015 – p. 33.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 226 du 10 juillet 2015 – pp. 1-8.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 226 du 10 juillet 2015 – pp. 9-42.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 226 du 10 juillet 2015 – pp. 43-48.

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3-4-5
Aération _____	9
Agriculture _____	5-6
Aide à domicile _____	6
Alcool _____	17
Amiante _____	7-10-11-12
Ascenseur _____	15
Atmosphère explosible _____	16
Bruit _____	9-16
BTP _____	14-15
CHSCT _____	9
Compatibilité électromagnétique _____	16
CMR _____	6-7
Détachement _____	8-9
Dispositif médical _____	21
Électricité _____	16-17
Enseignement _____	6
Environnement _____	20-21
EPI _____	15
Équipement à risques _____	17
Équipement de travail _____	15-16
Équipement sous pression _____	16-17
Éthylotest _____	17
Fluide frigorigène _____	20
Fonction publique _____	6-7-8
Géolocalisation _____	18
Hôpitaux _____	8

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Hyperbare _____	9-10
Installation à câbles _____	15
Jeune _____	6
Machine _____	15-16
Maladie professionnelle _____	3-4-5-6
Mine _____	4-5
Norme _____	15-16-17-18-21
Organisme agréé / accrédité _____	9-10
Pénibilité _____	7-8
Permis de conduire _____	18
Personnel soignant _____	8
Portage salarial _____	8
Produit chimique _____	6-7-10-11-12-13-14
Produit de construction _____	14
Rayonnements ionisants _____	17
Réseaux de distribution _____	14
Secourisme _____	10-19
Sécurité sociale _____	3-4-5
Service de santé au travail _____	7
Surveillance médicale _____	6-7
Tarification _____	4-5
Transport de matières dangereuses _____	
Transport routier _____	17-18-19
Travail en hauteur _____	15
Véhicules _____	18-19